

«La stratégie de lutte contre la violence à l'école bientôt chez les partenaires sociaux»

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4578 - Dimanche 16 septembre 2018 - Prix : 10 DA

La musique algérienne de nouveau en deuil



## Le chanteur Djamel Allam est décédé

Indice de développement humain

# L'Algérie en milieu de classement

## Quel scénario pour renverser Maduro ?

Par Mohamed Habili

Une intervention militaire au Venezuela serait-elle en préparation dont le but serait de déposer le gouvernement de Nicolas Maduro ? Interrogé à ce propos, alors qu'il se trouvait à la frontière colombienne pour se rendre compte de lui-même de la sortie en masse des Vénézuéliens de leur pays pour échapper à l'enfer économique qu'il est devenu, Luis Almagro, le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, n'a pas exclu cette éventualité. Bien entendu, ce n'est pas à lui qu'il faut demander des informations concrètes sur le sujet. Bien qu'il ne fasse que ça depuis un bon bout de temps, c'est-à-dire rendre cette agression contre un pouvoir légitime inéluctable, il n'a pas voix au chapitre sur la décision finale. Toujours est-il que si malgré tout l'intervention ne se produit pas, ce qui semble d'ailleurs l'hypothèse la plus probable, ce ne sera pas pour sa part faute d'avoir essayé. Plusieurs scénarios seraient envisagés, qui tous impliquent les Etats-Unis avec un, deux, ou même plusieurs autres pays sud-américains. Une deuxième constante cependant : la Colombie voisine est elle aussi à chaque pas citée. L'agression, si elle se produit, ne sera pas entièrement étatsunienne, elle sera sud-américaine, du moins en partie, les leçons du passé ayant été retenues. Quant au prétexte, il est tout trouvé, c'est la crise migratoire, appelée aussi crise humanitaire, que Luis Almagro est allé en Colombie constater de ses propres yeux.

Suite en page 3

La mercuriale renoue avec la flambée

# Les prix des fruits et légumes s'envolent



Ph. E. Soraya/J. A.

Sans répit pour la bourse des faibles revenus, les coûts des principaux produits agricoles restent élevés et le maintien de cette flambée s'explique difficilement.

Lire page 2

Incivisme des visiteurs, laisser-aller des responsables

## Le Jardin d'essai connaîtra-t-il le même sort que le parc de Ben Aknoun ?

Musique

## Le groupe «Ifriky Spirit» ouvre le programme

La mercuriale renoue avec la flambée

# Les prix des fruits et légumes s'envolent

■ Sans répit pour la bourse des faibles revenus, les coûts des principaux produits agricoles restent élevés et le maintien de cette flambée s'explique difficilement.

Par Meriem Benchaouia

Après un répit de courte durée où les prix ont enregistré une certaine stabilité, la mercuriale connaît, depuis quelques jours, une hausse affolante. Pour ne pas déroger à la règle, commerçants et autres intermédiaires se font un plaisir de saigner à blanc le pauvre citoyen. Les prix sont en constante augmentation et le marché des fruits et légumes n'échappe malheureusement pas à ce qui est visiblement devenu une règle et ce, au grand désarroi des citoyens. Sans répit pour la bourse des faibles revenus, les coûts des principaux produits agricoles restent élevés et le maintien de cette flambée s'explique difficilement. Ceux qui ont fait leur marché récemment ont certainement ressenti cette hausse. Des ménagères, rencontrées, n'ont pas été avares en mots pour évoquer la fièvre des prix des légumes qui a tendance à s'inscrire dans la durée. Sur les étals le constat est sans appel. Il faut payer le prix fort pour acheter des légumes. Il est clair, pour tous les citoyens, que le diktat des intermédiaires reste de mise. Un diktat qui persiste tout au long mais qui tend à devenir encore plus étouffant. Les arguments avancés par les vendeurs sont les prix élevés à l'achat chez les grossistes en cette période de l'année. Ce sont en fait les pluies de ces derniers jours qui sont derrière la rareté de certains légumes et fruits. La loi de l'offre et de la demande fait le reste. Au final, c'est le consommateur confronté à cette hausse qui doit gérer afin de ne pas trop esquinter sa bourse. En dépit des



Ph.D. R.

plans échafaudés par les pouvoirs publics pour contrecarrer cette flambée, la hausse vertigineuse, particulièrement des produits agricoles, est toujours là. Tout un arsenal d'outils pour prévenir ces fluctuations des prix, et pourtant ces derniers continuent de jouer au yoyo. Les tarifs des produits agricoles affichés sur les étals hier donnent froid dans le dos et face à cette situation les consommateurs n'ont de cesse de se plaindre, mais en dépit de cela, ils achètent. «On n'a pas le choix», nous a confié un père de famille. Une tournée à travers les marchés renseigne suffisamment sur l'état d'esprit des consommateurs. Sans surprise, les Algériens sont réellement

inquiets, voire désespérés. Les prix sont vraiment hors de portée de la bourse moyenne. Pour de nombreux consommateurs cette spéculation est due au manque de régulation du marché. Ils demandent à l'État de prendre ses responsabilités pour permettre aux ménages de survivre. De nombreux chalandes rencontrés ont exprimé leur mécontentement à l'égard de ces prix, expliquant ce fait par la spéculation et le monopole exercés par certains détaillants en l'absence d'un contrôle et d'un suivi des marchés de gros et des chambres froides, notamment. Ainsi, la pomme de terre a été cédée hier jusqu'à 100 DA le kilo dans la majorité des marchés et

rare étaient les marchands qui la proposaient à 85 ou 95 DA. Les prix des fruits et légumes ont tous augmenté, mais les prix de ce produit ont presque doublé. Ce tubercule réputé comme légumes des pauvres est, désormais, inaccessible pour les petites bourses. Quant à la tomate, elle ne descendait pas sous la barre des 140 DA/kg et la laitue était cédée à 160 DA. Les navets et la carotte étaient vendus entre 90 et 100 DA/kg. La même fourchette des prix était maintenue du côté des marchands ambulants. Leurs prix ne différaient pas de ceux affichés sur les ardoises exposées dans les marchés. Le citron dont le prix était maintenu entre 450 et 500 DA/kg

est devenu ainsi un produit de luxe. L'oignon, incontournable légume pour les ménagères, était proposé à 60 DA/kg. Les haricots verts à 140 DA, les poivrons entre 120 et 140 DA et les courgettes à 140 DA. Les aubergines à 100 DA. Pour ce qui est des fruits de saison, il faut dire que cette année le marché enregistre une large disponibilité mais les prix restent élevés et hors de portée pour la majorité des ménages. Ainsi, la banane était cédée entre 320 et 350 DA le kg, les raisins entre 320 et 220 DA, les pêches entre 200 DA et 220 DA. Les poires entre 180 et 220 DA et la nectarine à 180 DA.

M. B.

## Merkel demain à Alger

### Les relations économiques en quête d'un nouvel élan

Les relations économiques entre l'Algérie et l'Allemagne enregistrent, ces dernières années, une dynamique appréciable à travers des partenariats multisectoriels, mais qui appellent à connaître un nouvel élan. La visite officielle qu'effectuera lundi à Alger la Chancelière allemande Angela Merkel à l'invitation du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, est sa deuxième en Algérie après celle de 2008. A travers cette visite, il s'agira notamment de faire une évaluation des relations économiques entre les deux pays et d'identifier les voies et moyens permettant de développer davantage la coopération économique en contribuant dans la diversification économique de l'Algérie. Actuellement, plus de 200 entreprises allemandes activent dans différents secteurs sont implantées en Algérie, sachant qu'une commission économique mixte

algéro-allemande a été créée à la fin 2010. Plusieurs filières industrielles intéressent les entreprises allemandes dont particulièrement l'industrie mécanique, la sous-traitance automobile, l'énergie renouvelable et l'industrie pharmaceutique.

Dans la filière mécanique, l'Algérie et l'Allemagne sont déjà liées par des partenariats d'envergure tels ceux de la production en Algérie de véhicules de la marque Mercedes-Benz entre le groupe allemand Daimler (société mère de Mercedes-Benz), la Société nationale de véhicules industriels (SNVI), le ministère de la Défense nationale (MDN) et le groupe émirati Aabar. Ce qui a donné naissance à trois sociétés mixtes algéro-germano-émiraties en 2012 pour développer l'industrie mécanique en Algérie.

Il s'agit de la Société algérienne pour la production de poids lourds Mercedes-Benz (SAPPL.MB) à Rouiba, la Société

algérienne pour la fabrication de véhicules de marque Mercedes-Benz (Safaa) à Tiarret et la Société algérienne de fabrication de moteurs de marque Mercedes-Benz, Deutz et MTU à Constantine.

A cela s'ajoute la société SOVAC Algérie Production, résultant d'un partenariat entre le groupe allemand Volkswagen et le groupe Sovac pour l'assemblage et le montage de véhicules de cette marque allemande. D'un investissement de 20 milliards de dinars, l'usine Sovac Algérie Production, installée à Relizane sur une superficie de 150 hectares, est entrée en production en 2017 avec le montage de plusieurs modèles des trois marques SEAT, Skoda et Volkswagen. Durant les cinq dernières années, une quinzaine de projets industriels d'un montant global de plus de 24 milliards de DA (équivalent de près de 220 millions de dollars) ont été

concrétisés en Algérie avec des partenaires allemands.

Il s'agit de projets portant essentiellement sur la fabrication de boîtes à vitesse, d'appareils de manutention, de matériaux de construction (plâtre et dérivés) et du gaz comprimé.

L'Allemagne est également présente dans le secteur des hydrocarbures à travers la société DEA Deutsche Erdoel AG qui est partenaire avec Sonatrach dans un contrat pour la recherche, l'appréciation et l'exploitation des hydrocarbures sur le périmètre Reggane Nord. Dans les énergies renouvelables, l'Algérie souhaite la participation des entreprises allemandes aux appels d'offres relatifs à ce créneau énergétique, en insistant sur la nécessité de fabriquer localement les équipements, notamment les panneaux solaires, et la création de sociétés mixtes.

### Une balance commerciale en défaveur de l'Algérie

Mais sur le plan du commerce extérieur entre les deux pays, il est constaté un gros déséquilibre en défaveur de l'Algérie. Sur l'année 2017, l'Allemagne s'est classée comme quatrième fournisseur de l'Algérie avec un montant de 3,21 milliards de dollars d'importations algériennes alors que les exportations algériennes n'ont pas dépassé les 100 millions de dollars. Les importations algériennes auprès de ce pays de l'Union européenne sont constituées notamment de biens d'équipements industriels et de biens de consommation, tandis que les exportations algériennes sont dominées par les hydrocarbures (pétrole et gaz) et les demi-produits.

Salim Y./APS



Benghebrît invitée du Forum El Moudjahid

# «La stratégie de lutte contre la violence à l'école bientôt chez les partenaires sociaux»

■ Nouria Benghebrît, ministre de l'Éducation nationale, invitée hier du Forum du quotidien El Moudjahid, outre la création prochaine d'un plan contre la déperdition scolaire, a annoncé «la finalisation de la stratégie de prévention et lutte contre la violence à l'école». Le document, dira-t-elle, sera incessamment «présenté aux partenaires sociaux».

Par Lynda Naili

Après avoir évoqué un bon nombre de questions qui égratignent son secteur, Nouria Benghebrît a en effet fait part de plusieurs mesures et nouveautés pour cette nouvelle année scolaire 2018-2019, dont «la finalisation de la stratégie de prévention et de lutte contre la violence en milieu scolaire». «Une stratégie globale de l'Etat» en matière de lutte contre les différentes formes de violence. A ce propos, Benghebrît, affirmant la finalisation de cette stratégie de prévention et de lutte contre la violence en milieu scolaire, indiquera que ledit document «sera prochainement soumis aux partenaires sociaux du secteur». Laquelle stratégie, estimera-t-elle, devra «aller vers la construction d'un climat scolaire propice aux apprentissages», nécessaire tant aux élèves, aux enseignants, qu'aux personnels de l'éducation et aux parents. En outre, soulignant à ce sujet qu'une convention a été signée entre son département et la DGSN, elle expliquera que les modalités de mise en œuvre de cette stratégie tiendront aussi bien de l'ordre disciplinaire, socio-psychologique que sécuritaire. Et pour cause, affirmera-t-elle, «parvenir à une école de qualité est tributaire de l'engagement et de la mobilisation de tous». A cette annonce, suivra celle de la création prochaine d'un plan contre la déperdition scolaire, en phase d'élaboration au département de Benghebrît. **Des poursuites judiciaires contre la non scola-**

**risation des enfants âgés entre 6 et 16 ans** Par ailleurs, sur une autre forme de violence, Nouria Benghebrît, insistant sur le respect des droits de l'enfant, affirmera que «des poursuites judiciaires seront lancées contre les parents et tuteurs d'enfants âgés entre 6 et 16 ans, qui empêchent leurs enfants de rejoindre les bancs de l'école». Lançant ainsi un appel aux parents afin de contribuer à l'amélioration de l'environnement scolaire en proposant au sein même des établissements scolaires où sont scolarisés leurs enfants, des solutions concrètes.

**«La surcharge des classes, une exception non pas une règle»**

Par ailleurs, faisant une première évaluation de la rentrée scolaire 2018-2019, la ministre évoquera la question de la surcharge des classes, phénomène des marqueurs de cette nouvelle rentrée qu'elle ne fuira pas et qu'elle qualifiera d'«exception et non de règle». Un phénomène qu'elle expliquera par le retard dans la réception des infrastructures scolaires. Et d'assurer, à ce sujet, que le recours aux chalets n'est qu'une «solution d'urgence dans certaines régions où la pression est forte». «Des lycées, des collèges, des écoles primaires ont été réceptionnés cette année, mais il y a des régions où des retards sont enregistrés dans la livraison des projets», a-t-elle expliqué. Et d'ajouter à ces raisons, celle du redoublement, du taux de natalité en augmentation ainsi que le dépla-



P.N.D./R.

cement des populations à travers les opérations de relogement intervenues dans plusieurs wilayas du pays.

**«Décomplexer la formation professionnelle de l'esprit des parents»**

En outre, s'attardant sur la question de l'exclusion des élèves, la ministre a affirmé qu'«on ne peut pas prendre la décision administrativement de les faire redoubler». La raison est que, dira-t-elle, «il y a aussi la question de leur capacité. Si les profs ont décidé de les exclure, c'est par rapport à leur niveau qui ne leur permet pas de refaire l'année». Dans ce contexte, sur le problème du redoublement, notamment des élèves de 3<sup>e</sup> AS, doublement réclamé et par les parents et les syndicats, elle dira que «ce redoublement est un facteur de surcharge des classes», insistant à ce sujet sur

l'obligation de respecter la souveraineté de la décision du Conseil des professeurs qui juge de la non admissibilité des élèves au redoublement, orientant ainsi les concernés vers la formation professionnelle. Appelant ainsi à «décomplexer la formation professionnelle de l'esprit des parents» et relevant, à ce propos, que «nombreux sont les universitaires diplômés qui s'orientent vers la formation professionnelle».

**Dialogue «positif» avec les partenaires sociaux**

Enfin, affirmant le maintien et la poursuite du dialogue avec les partenaires sociaux du secteur en vue de solutionner l'ensemble des problèmes auxquels est confronté son département, Benghebrît a qualifié la dernière rencontre avec de «positive» et «constructive», indiquant ainsi attendre d'eux qu'ils soient «professionnels». **L. N.**

## Indice de développement humain L'Algérie en milieu de classement

L'Algérie figure parmi les pays africains ayant un niveau de développement élevé et pointe ainsi à la deuxième place, juste après les Seychelles, après avoir figuré cinquième dans l'édition précédente du classement. Elle est ainsi consacrée de nouveau champion du Maghreb en la matière.

Ainsi, selon un nouveau rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), calculé selon plusieurs critères, dont l'espérance de vie à la naissance, la durée moyenne de scolarisation, l'inégalité entre les genres ou encore le revenu national brut par habitant, l'Algérie est restée en 2017 dans la catégorie des pays ayant un niveau de développement humain élevé.

Au niveau maghrébin et nord-africain, elle occupe la première place, devançant de loin le

Maroc, qui est à la 123<sup>e</sup> place, la Tunisie à la 95<sup>e</sup> place, la Libye à la 108<sup>e</sup> place et la Mauritanie à la 159<sup>e</sup> place.

Avec un Indice de développement humain (IDH) de 0,754, l'Algérie est classée en 2017 à la 85<sup>e</sup> place de ce classement des pays où il fait le mieux vivre. En 2017, la valeur de l'IDH a été légèrement en hausse comparée au 0,752 obtenu en 2016 mais qui avait, alors, placé l'Algérie à la 83<sup>e</sup> place de ce palmarès qui évalue les efforts de 189 pays et territoires en la matière. L'IDH de l'Algérie en 2017 demeure supérieur à la moyenne de 0,699 obtenue par les pays arabes, selon la note explicative qui lui a été consacrée.

Pour précision, l'IDH est un indice composite qui se calcule grâce à la moyenne de trois autres indices fondamentaux du développement humain : l'espé-

rance de vie à la naissance qui exprime la capacité à vivre longtemps et en bonne santé, la durée moyenne de scolarisation qui reflète la capacité à acquérir des connaissances ainsi que le revenu national brut par habitant (PNB) renseignant sur la capacité à avoir un niveau de vie décent. Celui-ci est calculé selon plusieurs critères, dont l'espérance de vie à la naissance, la durée moyenne de scolarisation, l'inégalité entre les genres ou encore le revenu national brut par habitant.

Le rapport sur le développement humain présente également quatre autres indices. L'IDH ajusté aux inégalités, l'indice de développement de genre, l'indice d'inégalité de genre qui met en évidence l'autonomisation des femmes et l'indice de pauvreté multidimensionnelle mesurant les aspects de la pau-

vreté autres que le revenu. Entre 1990 et 2017, l'IDH de l'Algérie est passée de 0,577 à 0,754, soit une augmentation de 30,6%, précise la même note. L'indice a maintenu une courbe ascendante progressant de 0,644 en 2000 à 0,749 en 2015 puis à 0,754 en 2017.

L'espérance de vie à la naissance en Algérie a enregistré une légère progression de 76,1 ans en 2016 à 76,3 ans en 2017, mais avec une légère différence de 77,6 ans pour les femmes et 75,1 ans pour les hommes.

Suivant la même tendance, la durée attendue de la scolarisation est passée de 14,3 ans à 14,4 ans, alors que la durée moyenne est restée la même pour ces deux années à 8 ans.

La scolarisation est un peu plus élevée chez les femmes que les hommes, s'affichant l'année dernière à 14,6 ans contre 14,1

## LA QUESTION DU JOUR

### Quel scénario pour renverser Maduro ?

Suite de la page une

Cela dit, l'idéal pour tous ceux qui s'agitent en vue de la chute du régime chaviste, ce serait que celui-ci tombe par suite d'une réaction interne. Le bon scénario pour eux, ce serait que les forces armées du pays fassent ce que l'armée chilienne avait accompli en 1973 contre Salvador Allende. Ce précédent est dans tous les esprits. Le hic, c'est que dans le cas du Venezuela il semble impraticable. Sinon, compte tenu de tous les encouragements qui lui sont prodigués en ce sens, il y a longtemps que l'armée vénézuélienne l'aurait mis en pratique, si bien sûr elle était du genre à obéir aux injonctions de l'impérialisme étatsunien et de ses relais dans la région. Un putsch étant exclu, reste le prétexte d'une intervention sur un motif humanitaire, à l'image de celui qui avait été invoqué contre le régime Kadhafi en 2011. Or là non plus les conditions ne sont pas à proprement parler réunies. Pour avoir des raisons de craindre qu'un massacre se commette contre la population civile, encore faut-il que des révolutionnaires sur le mode libyen soient déjà sur la brèche, et qu'ils aient déjà pris le contrôle d'une position. Alors les interventionnistes de tous bords auraient beau jeu d'alléguer le devoir d'ingérence dans l'intention de sauver des vies humaines, au vu du mouvement de l'armée régulière vers cette position conquise par la rébellion. On n'en est pas là au Venezuela. Le plus vraisemblable d'ailleurs est qu'on n'y sera jamais. Et pour cause, le Venezuela n'est pas la Libye. Le gouvernement légitime vénézuélien n'est pas arrivé au pouvoir par un coup de force, mais à la suite d'élections régulières. Une majorité de la population lui conserve sa confiance ; mieux, elle se reconnaît en lui. Qui plus est, une population organisée, consciente des difficultés, et qui les affronte. Un coup à la libyenne a peu de chance, ne parlons pas d'aboutir, mais seulement de s'enclencher. La particularité du cas vénézuélien, c'est que la situation qui règne dans le pays est celle d'une lutte de classes à son plus haut point. Le gouvernement Maduro ne s'étant pas isolé de ce fait même, toute agression visant à le renverser serait une agression contre le peuple et la démocratie vénézuéliens. Cela seul d'ailleurs explique qu'elle n'ait pas encore eu lieu. **M. H.**

ans. L'écart entre les deux sexes se creuse concernant l'indice PNB par habitant où les hommes cumulent 23 181 dollars contre seulement 4 232 pour les femmes. L'indice global pour le PNB par habitant s'est chiffré à 13 802 l'année dernière dollars contre 13 809 dollars en 2016.

**Louiza Ait Ramdane**

Incivisme des visiteurs, laisser-aller des responsables

# Le Jardin d'essai connaîtra-t-il le même sort que le parc de Ben Aknoun ?

■ En dépit de ses caractéristiques qui font de lui l'un des plus beaux jardins du monde, véritable musée de la nature, le Jardin d'essai est laissé à l'abandon et est mal entretenu. C'est le constat qu'on fait en visitant les lieux.

Par Thinhinene Khouchi

Il y a un véritable massacre au jardin d'acclimatation d'Alger, communément appelé Jardin d'essai. On ne le reconnaît plus. L'espace de floriculture, où étaient cultivées toutes les espèces de roses, n'est plus que l'ombre de lui-même. Les feuilles mortes on envahit l'endroit. Certaines espèces de fleurs ont disparu, laissant place aux herbes folles. S'ajoute à cela la déperdition de plantes centenaires. Pour cause : les arbres qui ont largement dépassé l'âge de cent ans, puisés les premiers ont été plantés en 1848, n'ont pas fait l'objet de remplacement, notent des ingénieurs rencontrés sur place, faisant état de destruction des bambous, et les premières couches de la terre ont même été enlevées au jardin français. Les agents qui y travaillent, au lieu d'interdire aux enfants de circuler sur les chemins botaniques



balisés, de rouler à l'aide de cycles et motocycles et aux visiteurs de déposer les déchets de toute nature en dehors des corbeilles, comme l'exige le règlement de police administrative générale dans l'enceinte du Jardin d'essai du Hammam, s'occupent seulement de surveiller les jeunes couples qui s'y baladent tranquillement. De leur côté, les agents de nettoyage ont opté pour le service minimum en balayant juste où peut voir le visiteur. En effet, quand on s'aventure dans les recoins éloignés du jardin français ou

même anglais, on trouve des feuilles mortes éparpillées partout. A noter que «le jardin scientifique et d'acclimatation pour végétaux exotiques» de 5 hectares, créé en 1832, était réputé comme l'un des plus beaux jardins d'essai au monde. En 1837, sa superficie est portée à 18 hectares et palmiers, magnolias, bambous, coton, eucalyptus s'y épanouissaient quand autruches et casoars d'Australie s'y reproduisaient. En 1867, l'exploitation du jardin est cédée à la compagnie algérienne pour une durée de quarante-

neuf ans. Le jardin est agrandi en 1885 sous la direction de Charles Rivière, avec la colline et son aspect forestier «80 hectares». De grandes personnalités ont visité ce jardin, dont Napoléon qui le fera avec émerveillement en 1865 et Karl Marx en 1882. Le jardin inspirera Pierre Renoir en 1881 et c'est en 1914 que l'architecte français Régnier dessine un jardin français, dont datent les aménagements actuels. En novembre 1942, le Jardin d'essai est occupé par les troupes alliées «atelier de réparation de camions», puis il est éprouvé par les bombardements de 1943. A noter aussi que des petits thermes ont été retrouvés à proximité, vers 1860, on pouvait encore admirer les restes d'un vaste bassin ovale de mosaïques dans la grande allée et une construction romaine dans le coin sud-est.

## Au zoo, le laisser-aller se fait rapidement remarquer et les responsables tentent de rattraper le coup

Côté animalier, le seul crocodile que compte le zoo baigne dans deux litres d'eau, les cages des oiseaux ne sont pas quotidiennement nettoyées et souvent des rats cohabitent avec eux et rendent visite aux canards qui sont tellement nombreux qu'ils finissent souvent par se balader dans tout le zoo. En ce qui concerne les cages des lions, elles ne sont pas aux normes. En visitant le zoo, on remarque vite un manque de diversité animale, pas de serpent, d'éléphant, ni même de girafe. Le rhinocéros n'est plus qu'un lointain souvenir des années où le zoo portant dignement son nom. Pour les amou-

reux des lézards et des chevaux, le jardin zoologique créé en 1900 ne pourra pas les satisfaire. Désirant enrichir la diversité du parc zoologique et redonner vie à cet endroit qui risque de connaître le même sort que le parc zoologique de Ben Aknoun, le directeur du jardin, Abdelkrim Boulahia, a indiqué que «le parc zoologique du Jardin d'essai du Hammam accueillera prochainement de nouvelles espèces animales ramenées des parcs zoologiques de Mostaganem, Ghardaïa, El Tarf et Bejaïa et ce, dans le cadre des accords de partenariat conclus avec les parcs zoologiques de ces wilayas». Toutes les mesures ont été prises pour échanger les espèces animales du parc zoologique du Hammam avec celles des parcs sus cités, a-t-il ajouté. Parmi les espèces qui doivent être ramenées, il cite notamment un lion et une lionne, ainsi qu'une tigresse de l'espèce à fourrure blanche issue d'un cirque étranger qui a l'habitude de présenter des spectacles en Algérie. Tous les accords sus cités ont été finalisés avant la tenue du colloque scientifique le 8 avril dernier au Jardin d'essai du Hammam, sanctionné par l'établissement de plusieurs contrats de partenariat avec des jardins universels à l'effet de classer le jardin du Hammam jardin botanique universel.

Dans le cadre de ces accords internationaux qui seront prochainement signés et qui concernent les jardins botaniques et parcs zoologiques universels d'Espagne, de Grande Bretagne et d'Italie, un projet de réaménagement du parc zoologique du Hammam est en cours de préparation pour sa mise en conformité aux standards internationaux. Il est prévu notamment la réalisation d'un pont surplombant cet espace de façon à avoir une vue d'ensemble sur les cages des animaux, a fait savoir le responsable du jardin, ajoutant que ce parc zoologique accueillera des espèces animales disparues en Algérie, à l'instar du lion de l'Atlas. Par ailleurs, l'administration du Jardin d'essai compte diversifier ses ressources financières qui lui permettront de renouveler ses structures et d'assurer de meilleures prestations aux visiteurs (près de 1,9 million de visiteurs en 2017). Le jardin réaménagera également la boutique des souvenirs restituée de l'Établissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger qui sera gérée par la direction du jardin du Hammam. Cette boutique proposera divers produits d'artisanat destinés à la vente. Il est également prévu la réalisation d'une serre en verre destinée à la vente d'espèces végétales. Cet espace proposera, entre autres, des plantes d'intérieur à des prix raisonnables.

T. K.

## Lutte contre l'extrémisme

# La Ligue des oulémas du Sahel appelle à renforcer les valeurs de paix

La Ligue des oulémas, prêcheurs et imams du Sahel a appelé, vendredi, tous les acteurs dans le domaine religieux à s'impliquer davantage dans le renforcement de la paix et de la réconciliation, valeurs essentielles face à l'extrémisme violent, a-t-on appris des organisateurs. Les participants à un atelier de formation et de sensibilisation tenu à Agadez au Niger sous le thème «les valeurs et les principes de l'Islam dans la lutte contre le radicalisme et l'extrémisme violent», ont appelé tous les acteurs dans le domaine religieux à «s'impliquer dans la promotion des valeurs de paix et de la réconciliation à travers les nouveaux supports de communication, notamment les réseaux sociaux qui constituent le terrain fertile de l'enrôlement des jeunes pour la violence». Au terme de trois journées d'échanges et de formation, ils ont indiqué que «la promotion de ces valeurs permettra de prémunir cette catégo-

rie particulièrement visée et de lui fournir les outils nécessaires lui permettant de faire face aux propagateurs de l'obscurantisme et éviter leur endoctrinement». Par ailleurs, les intervenants ont souligné «la prépondérance du rôle de la famille, des femmes, des jeunes, des mosquées, des zaouïas, des médias et des institutions dans la lutte contre la radicalisation, l'extrémisme violent et la criminalité transfrontalière organisée». Durant cet atelier, les participants ont également indiqué la nécessité de «contribuer à la formation des acteurs sécuritaires dans le domaine religieux, afin de leur permettre d'acquérir des connaissances avérées dans la détection des signes précoces de radicalisation et de leur permettre d'apporter des réponses appropriées». Il a été aussi recommandé d'améliorer l'encadrement de la jeunesse et des femmes à travers le renforcement de la qualité du discours

religieux, ainsi que le renforcement de l'enseignement des valeurs et des vertus islamiques dans les programmes d'éducation religieuse. Les intervenants ont, en outre, incité à «sensibiliser» les acteurs religieux pour une implication plus effective dans la vie quotidienne afin de «montrer l'exemple et de mettre en pratique les enseignements religieux liés aux valeurs et aux vertus islamiques». Ces acteurs sont également invités à développer et adapter le discours religieux aux réalités de leurs sociétés respectives, afin de le rendre plus «attractif». A ce propos, les imams et les mourchidate, représentant différentes institutions et associations musulmanes d'Agadez, ont saisi cette occasion pour mettre l'accent sur la pertinence du thème choisi et son actualité, tout en dénonçant les multiples tentatives visant à nuire à l'Islam et à son image en tant que religion de paix et de tolérance.

Lamine F.



## Pétrole

## Le panier Opep à plus de 76 dollars

■ Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi à 76,46 dollars le baril jeudi, contre 77,16 dollars la veille, a indiqué l'Organisation sur son site web.



Par Assia D.

Introduit en 2005, le panier de référence des pétroles bruts de l'Opep comprend le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djeno (Congo), Oriente (Ecuador),

Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), l'Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (kuwait), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Qatar Marin (Qatar), Arab Light (Arabie Saoudite), Murban (UAE) et le

Mery (Venezuela). Les cours de l'or noir ont terminé sans direction la semaine. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre a clôturé à 78,09 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en

baisse de 9 cents par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat d'octobre a pris 40 cents à 68,99 dollars. Sur la semaine, le Brent a avancé de 1,83% et le WTI de 1,63%. A noter que la production de brut des pays de l'Opep a augmenté le mois dernier malgré un fort déclin de la production de l'Iran, soumis à des sanctions commerciales, selon le dernier rapport de l'Organisation. Les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ont pompé 32,565 millions de barils par jour (mbj) au mois d'août, soit une augmentation de 278 000 barils par jour par rapport à juillet, selon des sources secondaires (indirectes). Quant aux prévisions sur l'offre, la production non-Opep a été légèrement revue en baisse pour cette année mais devrait être plus importante que prévu l'an prochain. En outre, l'Opep a une nouvelle fois légèrement révisé à la baisse son estimation de la hausse de la demande de brut cette année et pour 2019. Elle devrait ainsi augmenter de 1,62 mbj pour atteindre une demande mondiale de 98,82 mbj en 2018. Pour rappel, les 24 pays producteurs Opep et non Opep ont convenu le 23 juin dernier à

Vienne de limiter à 100% leur niveau de respect des engagements pris dans le cadre de l'accord de baisse qui vise à retirer du marché 1,8 million de barils/jour. Cet accord Opep-non Opep a été prolongé jusqu'à fin 2018 lors de la réunion de tenue en novembre 2017. Les participants à l'accord «*vont continuer leur contribution à la stabilité du marché*», assure l'organisation dans son rapport. En juillet dernier, les pays participants à la déclaration de la coopération ont atteint un niveau de conformité de 109 %. La prochaine réunion du Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep-non Opep (JMMC) est prévue pour le 23 septembre 2018 à Alger. Le JMMC examinera lors de cette rencontre le plan de suivi des fondamentaux du marché et des niveaux de conformité pour le reste de l'année 2018, ainsi que le cadre de coopération à établir en 2019 et au-delà.

A. D.

### République centrafricaine Le FMI prévoit une croissance de 4,3% en 2018

LE FONDS monétaire international (FMI) a prévu une croissance de 4,3% en 2018 pour l'économie centrafricaine au terme de la visite d'une équipe des services de l'Organisation mondiale dans le pays, indique le Fonds sur son site web. Une équipe des services du Fonds monétaire international (FMI), dirigée par le chef de mission de l'organisation de Bretton Woods, Norbert Toé, a séjourné à Bangui du 7 au 14 septembre 2018 pour examiner l'évolution récente de l'économie et la mise en œuvre du programme économique et financier du FMI en République Centrafricaine. Le programme prévoit un total des décaissements au titre de l'accord d'environ 123,7 millions de dollars. Les entretiens ont également porté sur le projet de Loi de finances 2019, les réformes structurelles y compris la révision de la structure des prix des produits pétroliers et la stratégie du gouvernement pour améliorer la gestion des finances publiques et la gouvernance. «*La reprise économique se poursuit : la croissance est maintenue à 4,3 % en 2018 et devrait s'accroître à moyen terme. Les projections de croissance reposent sur le rétablissement de la paix, la restauration de services publics sur l'ensemble du pays et la mise en œuvre résolue des réformes. Une croissance vigoureuse et soutenue est nécessaire pour créer des emplois et faire reculer la pauvreté*», a estimé M. Toé.

R.E.

## Commerce

## Consensus au sein du G20 sur la nécessaire réforme de l'OMC

Les ministres du Commerce des pays du G20 réunis en Argentine ont unanimement reconnu la nécessité d'une réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) afin de mieux gérer les conflits, alors qu'une guerre commerciale menace l'économie. C'est la première fois que les États-Unis conviennent de l'urgence d'une modernisation de l'OMC dans une institution multilatérale, souligne le secrétaire d'État français aux Affaires étrangères, Jean-Baptiste Lemoine, qui représentait la France lors de la réunion ministérielle qui s'est tenue à

Mar del Plata, station balnéaire sur l'Atlantique. «*Nous avons renforcé notre dialogue et reconnu le besoin urgent d'aborder les événements actuels du commerce international et les moyens pour améliorer l'OMC, dans l'objectif de faire face aux défis actuels et futurs*», dit la déclaration finale du G20 Commerce. «*Ce qui est intéressant, c'est ce qu'on a réussi à adopter une déclaration ministérielle, ce qui n'avait pas été possible lors du G20 en décembre*», note M. Lemoine. «*L'enjeu est désormais d'arriver à élaborer des règles. Puis que des méca-*

*nismes de surveillance assurent le respect des règles et que l'organe d'arbitrage de l'OMC rende des jugements plus rapidement. Il faut plus d'OMC, mieux d'OMC*», a déclaré à l'AFP le ministre français. Les subventions chinoises dans plusieurs domaines d'activité restent un des points de friction. La réponse des États-Unis en établissant des droits de douanes élevés a déclenché une guerre commerciale qui menace l'économie mondiale. La semaine prochaine à Paris, la question des barrières douanières sera abordée lors du Forum sur l'acier. «*En 2018, relè-*

ve le ministre français, il y a eu 30 dépôts de plaintes entre membres de l'OMC, le chiffre le plus élevé depuis 16 ans, cela illustre le niveau de tensions». «*Le monde n'a jamais été aussi interdépendant qu'aujourd'hui, la coopération internationale n'a jamais été aussi nécessaire*», a dit pour sa part vendredi le ministre argentin des Affaires étrangères, Jorge Faurie, qui présidait les débats, car l'Argentine accueille cette année le G20. Le G20 des chefs d'État aura lieu les 30 novembre et 1er décembre à Buenos Aires.

Faiza O./APS

## Face aux USA

## L'UE doit se rapprocher de la Chine

L'Union européenne doit se rapprocher de la Chine face aux perturbations de l'ordre économique et politique mondial engendrées par l'Amérique de Donald Trump, a estimé vendredi à Pékin le nouvel ambassadeur de l'UE auprès de la Chine. «*Dans le triangle que forment les États-Unis, la Chine et l'Union (européenne), les trois plus grandes économies de la planète, l'urgence est au renforcement de la base du triangle que forment à mon avis l'Europe et la Chine*», a déclaré Nicolas Chapuis lors d'une conférence de presse. Le diplomate français, qui a pris ses fonctions cette semaine à Pékin, a été reçu à cette occasion par le président

chinois Xi Jinping, au moment où la Chine est engagée dans une guerre commerciale avec les États-Unis. «*L'UE et la Chine peuvent faire beaucoup pour atténuer les perturbations que nous constatons aujourd'hui dans le commerce et l'économie mondiale*», a plaidé le représentant de Bruxelles, qui connaît bien la Chine pour y avoir été en poste à cinq reprises durant sa carrière dans la diplomatie française. «*La Chine étant un moteur de la croissance mondiale, toute perturbation de ce moteur nuira non seulement à la Chine mais aussi au reste du monde*», a-t-il averti. «*Coopérer avec la Chine est pour nous un impératif absolu*». Bruxelles souhaite notam-

ment travailler avec la Chine à une réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et à la conclusion d'accords sur l'investissement et les indications géographiques protégées, a-t-il dit. L'administration Trump a imposé à Pékin des droits de douane punitifs début juillet et menace désormais de quadrupler la mise. Les États-Unis s'en sont pris aussi à l'UE en frappant ses exportations d'aluminium et d'acier. Mais Washington a levé fin juillet sa menace de sanctionner les automobiles européennes, lors d'une visite à la Maison-Blanche du président de la Commission de Bruxelles, Jean-Claude Juncker. La Chine est également dans le collima-

teur de l'Union européenne qui lui reproche différents obstacles mis à l'importation de produits de l'UE. Les investissements d'entreprises chinoises dans l'UE ont en outre été critiqués ces dernières années au nom de la sécurité nationale dans plusieurs pays de l'UE. «*Nous ne voulons pas moins d'investissements chinois, nous en voulons davantage*», a déclaré à ce propos M. Chapuis. «*Mais nous voulons faire en sorte, tout comme la Chine, que ces investissements soient durables, qu'ils profitent aux peuples de nos pays et qu'ils ne nuisent pas à la sécurité nationale*», a-t-il dit.

H.T./agences

Europe

# 18 000 migrants irréguliers arrivés par voie terrestre

■ Quelque 18 000 migrants irréguliers sont arrivés en Europe par voie terrestre depuis janvier dernier, soit sept fois plus que l'an dernier comparativement à la même période, a indiqué vendredi l'ONU, notant que la route la plus fréquentée est celle de la Turquie vers la Grèce.

Par Faten D.

« Les 17 966 arrivées par voie terrestre en Europe entre janvier et fin septembre 2018 représentent une augmentation (...) par rapport aux 2 464 signalées à la même période l'année dernière », a indiqué l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), dans un communiqué.

Les chiffres de l'OIM, font état de plus d'un cinquième de migrants irréguliers venant en Europe qui arrivent par voie terrestre.

L'augmentation des arrivées par voie terrestre coïncide avec une baisse des arrivées par voie maritime, alors que la route depuis la Libye est rendue de plus en plus difficile par l'augmentation des patrouilles des garde-côtes libyens.

Concernant les 6 000 autres migrants irréguliers arrivés en Europe depuis janvier par voie terrestre, « la plupart » sont arrivés « à Ceuta et Melilla », deux micro-territoires espagnols enclavés dans le nord du Maroc, a déclaré

un porte-parole de l'OIM, Joel Millman, cité par l'AFP.

Selon l'OIM, quelque 74 500 migrants sont arrivés en Europe, passant par la Méditerranée depuis le début de l'année, contre près de 129 000 l'an dernier à la même période.

Ces enclaves, les seules frontières terrestres de l'Union européenne avec l'Afrique, sont entourées de hautes clôtures qui sont régulièrement la cible d'« assauts » de migrants tentant



Ph. &gt; D. R.

d'entrer en Espagne.

La Grèce avait enregistré quelque 5 550 arrivées par voie terrestre durant l'année 2017. Plus de 50% de ceux qui arrivent dans ce pays, sont des Syriens,

Irakiens et Afghans, selon l'organisation onusienne.

Selon l'agence de l'ONU, la route terrestre la plus fréquentée par les migrants irréguliers est celle allant de la Turquie vers la

Grèce, où les autorités ont signalé un total de 12 166 arrivées par voie terrestre depuis le début de l'année en cours.

F. D./APS

## Migrants secourus en Méditerranée

### L'Autriche insiste pour la création de centres de débarquement hors UE

Le ministre autrichien de l'Intérieur Herbert Kickl a appelé vendredi au volontarisme pour mettre en œuvre le projet européen de « plateformes de débarquement » en Afrique des migrants secourus en Méditerranée, qui n'a pour l'instant fait l'objet d'aucune avancée concrète. Ce projet, envisagé par les Etats de l'UE pour éloigner du continent européen les rescapés des traversées clandestines, a du mal à prendre corps, avait reconnu le commissaire européen à la Migration, Dimitris Avramopoulos, jeudi dans un entretien au quotidien autrichien « Die Presse ». Il avait rappelé qu'« aucun pays (...) n'avait jus-

qu'ici accepté d'accueillir une telle plateforme ». « Je laisse le pessimisme aux autres », a répliqué le ministre autrichien du parti d'extrême droite FPÖ, au deuxième jour d'une conférence européenne sur la gestion des flux migratoires.

« Cette idée a environ deux mois et déjà le Commissaire européen baisse les bras », a critiqué M. Kickl, qualifiant les propos de M. Avramopoulos de « mauvais signal ».

Lors d'un sommet fin juin, les dirigeants européens ont décidé de réfléchir à des « plateformes de débarquement » des migrants sauvés en Méditerranée, dans des

pays tiers volontaires notamment en Afrique du Nord. L'Egypte, la Tunisie et le Maroc ont été sollicités, mais ont refusé.

Malgré la chute considérable du nombre des arrivées sur les côtes européennes par rapport à l'afflux de 2015, les migrations continuent de provoquer de fortes tensions au sein de l'UE et la question devrait de nouveau être à l'ordre du jour du sommet européen prévu les 19 et 20 septembre à Salzbourg, en Autriche, pays qui occupe actuellement la présidence tournante de l'UE.

Ali T.

## ONU/UE

### Le HCR veut des règles communes sur la répartition des migrants

Le Haut commissaire de l'ONU aux réfugiés (HCR) Filippo Grandi a appelé vendredi à l'établissement d'un système « prévisible » pour répartir en Europe les migrants secourus en mer et éviter une négociation au cas par cas.

Les arrivées « doivent être partagées en Europe. Il faut qu'il y ait un mécanisme prévisible. Nous ne pouvons pas gérer embarcation par embarcation », a déclaré M. Grandi lors d'une conférence de presse après deux jours d'entretiens avec les autorités à Rome.

L'Italie a fermé ses ports aux ONG secourant les migrants en Méditerranée et rechigne même à accueillir les personnes secourues par ses propres navires, conditionnant leur débarquement à la promesse qu'ils soient accueillis ensuite dans d'autres pays de l'UE.

« Nous ne parlons pas de chiffres incroyables, si le Liban peut gérer un million de réfugiés, l'Europe peut en gérer quelques dizaines de milliers », a fait valoir M. Grandi.

Le responsable onusien a rappelé que 80 à 90% de des quelque 68 millions de réfugiés et déplacés dans le monde

recensés par le HCR se trouvaient « dans des pays pauvres ou disposant de peu de ressources ».

« Je sais qu'en Europe ce sera une longue bataille pour parvenir à une politique migratoire commune, mais en attendant, commençons par un groupe de pays » de bonne volonté, a-t-il ajouté, faisant valoir que la baisse des départs pendant l'hiver laissait « un peu de temps » pour

tenter de trouver une solution.

Le doute n'est cependant pas permis en ce qui concerne le lieu de débarquement et cela doit être « le port sûr le plus proche », a ajouté M. Grandi.

Et la Libye ne peut absolument pas être considérée comme un « port sûr », a réaffirmé M. Grandi, expliquant y avoir vu des camps dans lesquels des migrants vivaient « dans des conditions abominables, inac-

ceptables ». Il s'est aussi dit « préoccupé » par l'absence de navires de secours, humanitaires comme militaires, au large de la Libye. Cela se traduit par moins d'arrivées « mais plus de morts », a rappelé M. Grandi.

Il a également fustigé le langage parfois violent de certains hommes politiques européens à l'égard des migrants. « Le langage de la politique ne doit pas créer un espace pour les abus et

violences à caractère raciste », a-t-il dit, sans citer de nom.

Lundi, la nouvelle Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a annoncé l'envoi d'une équipe en Italie pour évaluer « la forte augmentation signalée » des violences racistes, vivement démentie par le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini (extrême droite).

Ghani Y.

## Venezuela

### Le secrétaire général de l'OEA n'exclut pas une « intervention militaire »

Le secrétaire général de l'Organisation des Etats d'Amérique (OEA), Luis Almagro, a déclaré vendredi qu'il ne fallait pas exclure « une intervention militaire » au Venezuela pour « renverser » le gouvernement de Nicolas Maduro, responsable, selon lui, de la grave crise économique, humanitaire et migratoire que traverse le pays.

« En ce qui concerne une intervention militaire visant à renverser le régime de Nicolas Maduro, je pense que nous ne devons exclure aucune option », a déclaré M. Almagro lors d'une conférence de presse dans la ville colombienne de Cúcuta, principal point d'entrée des Vénézuéliens en Colombie, près de la frontière avec le Venezuela.

Le dirigeant de l'OEA, que le président Maduro accuse d'« ingérence », a soutenu sa

déclaration en faisant état de « violations des droits de l'homme » et de « crimes contre l'humanité » commis selon lui par le gouvernement vénézuélien contre son peuple.

« Devant la souffrance des gens, devant l'exode (de la population) qu'il (le gouvernement vénézuélien), a provoqué, des actions diplomatiques doivent tout d'abord être menées, mais nous ne devons exclure aucune (autre) action », a-t-il déclaré.

M. Almagro, qui achève vendredi une visite de trois jours en Colombie pour s'informer de la vague migratoire des Vénézuéliens, a remis en cause la « dictature » de Nicolas Maduro pour avoir refusé de recevoir une aide humanitaire face à la grave crise économique qui frappe le pays. Il a affirmé que le pouvoir vénézuélien utilisait « la misère, la

faim, le manque de médicaments et des instruments répressifs pour imposer sa volonté politique au peuple ». « C'est inadmissible », a-t-il dit. Les Vénézuéliens, étranglés par la crise économique, souffrent de pénuries qui touchent les produits de première nécessité, notamment les médicaments et les produits alimentaires.

Selon l'ONU, sur les 2,3 millions de Vénézuéliens vivant à l'étranger, plus de 1,6 million ont fui depuis 2015.

Onze pays d'Amérique latine, réunis pour la première fois la semaine dernière sur la crise des migrants vénézuéliens, ont appelé Caracas à accepter l'aide humanitaire pour endiguer cet afflux qui déstabilise les capacités d'accueil de la région.

R. M.



## Tunisie

# La masse monétaire augmente de près de 10%

■ La masse monétaire au sens de M3 (qui comprend le numéraire en circulation, les dépôts à terme, les placements à terme...) a augmenté de 9,7% à fin juillet 2018, en glissement annuel, contre 9,2% durant le mois de juin, selon le dernier rapport de la BCT sur les «Evolutions économiques et monétaires et perspectives à moyen terme/septembre 2018».

Par Farid M.

« Cette accélération est due exclusivement à celle des créances nettes sur l'Etat (+17,1% en glissement annuel contre +11,8% en juin 2018). Les concours à l'économie ont continué à décélérer, et ce, pour le cinquième mois consécutif, évoluant au rythme de 11,3% en juillet contre 11,4% en juin et 13% en février 2018. En revanche, les créances nettes sur l'extérieur ont poursuivi leur mouvement baissier », a expliqué la BCT. Quant aux ressources monétaires, elles ont «connu une progression, en juillet 2018, traduisant l'augmentation de l'encaissement des certificats des dépôts et des billets et monnaies en circulation (BMC), et à un degré moindre, celle des dépôts à vue bancaires (DAV)». «En glissement annuel, les crédits à l'économie qui constituent la principale composante des concours à l'économie, continuent à décélérer pour atteindre 11,3% en juillet 2018 contre respectivement 11,4% en juin et 13,3% en février 2018, portant la marque du resserrement graduel de la politique monétaire, décidé par la Banque centrale depuis le début de l'année 2017, sur fonds de la résurgence des tensions inflationnistes et de leur persistance». Cette évolution est attribuable essentiellement au ralentissement des crédits aux particuliers et dans une moindre mesure de ceux octroyés aux professionnels, qui

se sont ressentis des dernières mesures de resserrement de la politique monétaire. «En dépit de leur décélération, les crédits aux professionnels ont connu une forte progression au cours des dernières années, laquelle a concerné en particulier le secteur industriel. Cette progression s'explique partiellement par l'augmentation des coûts d'importation due notamment à la dépréciation du dinar», a encore souligné la BCT dans son rapport.

## La production céréalière à plus de 14 millions de quintaux en 2018

La récolte céréalière de la Tunisie a atteint quelque 14,1 millions de quintaux (Mqt) durant la campagne agricole 2017-2018, a indiqué le ministère tunisien de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche. Dans ses estimations préliminaires, le département de l'agriculture tablait sur une production de 14,3 Mqt, contre 19,1 Mqt durant la saison précédente. Mais quelque 520 000 hectares, soit 48% des zones pluviales ensemencées, ont été endommagés en raison du déficit hydrique. La même source a précisé que la productivité moyenne de la récolte pour cette saison s'élève à 18 quintaux par hectare. Sur cette quantité globale, la production du blé dur vient en tête avec 9,6 millions de quintaux, suivi du blé tendre avec 1,1 million de quintaux puis l'orge avec une quantité de 3,1 millions



de quintaux. Par régions, la forte production est concentrée dans les zones agricoles du Nord du pays avec un volume de production de 12,3 millions de quintaux, alors que les régions du Centre et du Sud n'ont engrangé que 1,8 million de quintaux. Les conditions climatiques favo-

rables caractérisant les régions du nord surtout les gouvernorats de Bizerte, Béja, et Jendouba, ont permis de réaliser des bons résultats au niveau de la production, contrairement aux autres zones pluviales, telles que Zaghouan, le sud du gouvernorat du Kef, Siliana et les gouver-

norats du centre, où les résultats sont au-dessous du niveau requis, suite à la rareté des pluies, a poursuivi la même source. Quant aux superficies récoltées pendant cette saison, elles se sont élevées à 721 000 ha, sur un total de 1,150 million d'hectares emblavés. F. M./APS

## Libye

## L'ONU prolonge d'un an sa mission et appelle à des élections «crédibles»

Le Conseil de sécurité a approuvé à l'unanimité une prolongation d'un an de sa mission politique en Libye, sans toutefois retenir la date du 10 décembre convenue en France en mai dernier par les parties rivales libyennes pour la tenue d'élections présidentielle et législatives. Le Conseil de sécurité a souligné, dans son texte rédigé par le Royaume-Uni, la tenue des élections «aussitôt que possible», sans s'attarder sur la date du 10 décembre prônée par la France. La résolution de l'ONU a souligné aussi la nécessité que des scrutins soient «crédibles» et appelle les Etats membres à «cesser tout soutien et contacts officiels avec des institutions parallèles». Il y a une semaine, lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la Libye, la France avait estimé «essentiel d'avancer dans la transition démocratique en Libye» et d'«organiser des élections dans le calendrier agréé à Paris le 29 mai par les quatre acteurs clés de la scène politique libyenne». Lors de cette rencontre, la date du 10 décembre avait été entérinée sous la pression de Paris qui juge que «l'ennemi de la Libye et des Libyens, c'est le statu quo». Plusieurs pays, dont les Etats-Unis et l'Italie, ne sont pas sur la

même longueur d'onde et précèdent d'abord l'obligation de parvenir à une réunification des institutions libyennes avant de passer à une étape électorale. La Libye est dirigée par un Gouvernement d'union nationale (GNA) reconnu par la communauté internationale, à sa tête Fayez el-Sarraj, basé à Tripoli. Ces derniers jours, un climat d'insécurité régnait surtout dans les zones près de la capitale où il y a eu des affrontements meurtriers entre des groupes armés rivaux. Sous la médiation de l'ONU, un accord de cessez-le-feu a été signé le 4 septembre, mais des cas de violations ont été constatés. L'envoyé spécial de l'ONU pour la Libye, Ghassan Salamé, s'est réuni avec le président du Conseil présidentiel du gouvernement d'union libyen Fayez el-Sarraj et plusieurs chefs militaires et sécuritaires pour évaluer l'application de l'accord de cessez-le-feu. Evoquant des cas de violations, Ghassan Salamé a annoncé qu'il travaille sur la formation d'une commission qui sera chargée d'appliquer la trêve. «Cette commission a déjà des bureaux et elle travaillera 24h/24h pour veiller à l'application de l'accord», a-t-il précisé. Ghassan Salamé a souligné, en outre, que

cette commission doit agir rapidement pour mettre en place les nouvelles mesures sécuritaires dans la capitale et éviter de nouveaux affrontements.

## Le Parlement approuve la loi sur le référendum constitutionnel

La Chambre des représentants (Parlement) de la Libye, basée dans l'est du pays, a approuvé au cours d'une session extraordinaire la loi sur l'organisation d'un référendum constitutionnel. Outre l'adoption de cette loi, la Chambre des représentants a également décidé d'organiser une session supplémentaire pour discuter d'un amendement constitutionnel visant à empêcher cette loi d'être modifiée, selon Abdullah Bhegih, porte-parole du Parlement. La veille, le président du Parlement, Agila Saleh, avait appelé les parlementaires à se réunir d'urgence pour discuter de la loi de référendum. Depuis la chute du régime de l'ancien dirigeant Mouammar Kadhafi, en 2011, la Libye peine à effectuer sa transition démocratique, et reste hantée par l'insécurité et les divisions politiques.

Sara H.

## Mauritanie

## 800 familles touchées par les inondations à Bassiknou

Quelques 800 ménages ont été touchés par des inondations à Bassiknou, extrême Est de la Mauritanie, provoquées par les eaux de pluies ininterrompues enregistrées au cours de la semaine écoulée, dans cette zone située près de la frontière avec le Mali, a indiqué une source officielle. Suite à ces pluies intenses, des habitations précaires en banco et bois se sont effondrées, mais «aucune perte en vie humaine n'a été déplorée», a affirmé une source sécuritaire sur place. «Les opérations d'évacuation des habitants sinistrés

ont été menées par des unités du bataillon de l'armée mauritanienne basé à Bassiknou», a ajouté cette source. Arrivé sur place jeudi pour constater les dégâts, le Premier ministre mauritanien, Yahya Ould Hademine, a annoncé l'arrivée d'équipes sanitaires et une distribution de vivres à partir de stocks de la ville et de ceux convoyés depuis Nouakchott. Bassiknou, situé à plus de 1 400 km de Nouakchott, a déjà accueilli des milliers de réfugiés maliens installés dans le camp de Mberra.

R. M.



Enquête russe-américaine

# Trump sous pression, son ex-directeur de campagne va collaborer

■ L'ancien directeur de campagne de Donald Trump, Paul Manafort, a accepté vendredi, dans un revirement inattendu, de coopérer dans l'enquête russe, faisant encore monter d'un cran la pression sur la Maison-Blanche.



Ph. &gt; D. R.

Par Rima C.

**S'**il y a eu collusion entre Moscou et l'équipe du candidat républicain pendant la campagne présidentielle de

2016, l'ancien lobbyiste qui l'a dirigée pendant cinq mois et qui avait auparavant travaillé pour des Ukrainiens pro-russes, a toutes les chances d'avoir été au courant. Poursuivi pour des activités frauduleuses antérieures à

la campagne, Paul Manafort, 69 ans, a accepté vendredi un accord avec l'équipe du procureur spécial Robert Mueller chargée de l'enquête russe, la bête noire de Donald Trump qui l'accuse de mener une injuste «chasse aux sorcières». M. Manafort a accepté de plaider coupable d'association de malfaiteurs contre les Etats-Unis et d'obstruction à la justice, dans l'espoir d'une peine amoindrie. Mais surtout, il a accepté de coopérer à l'enquête, ce qu'il s'était toujours refusé à faire.

Preuve d'une certaine nervosité, la Maison-Blanche s'est empressée d'assurer que sa décision concernait des faits n'ayant «absolument rien à voir avec le président ou sa campagne présidentielle victorieuse de 2016». «Il n'y a absolument aucun lien», a martelé Sarah Sanders, porte-parole de l'exécutif.

Paul Manafort est en effet mis en cause pour des faits antérieurs à 2014, le procureur spécial ayant autorité pour pour-

suivre tout délit découvert pendant ses investigations. L'ancien consultant a reconnu vendredi avoir dissimulé aux autorités et au fisc ses activités de conseil en faveur de l'ancien président ukrainien Viktor Ianoukovitch, puis d'avoir tenté de corrompre des témoins.

Il a été reconnu coupable de fraude bancaire et fiscale en lien avec ces activités, dans un premier procès en août en Virginie. Il attend le prononcé de sa sentence.

En plaçant coupable, il s'évite un nouveau procès embarrassant. Il a pris cette décision pour «protéger sa famille», a commenté son avocat Kevin Downing à l'issue de l'audience à Washington. Dans le tribunal, Paul Manafort a affiché une mine impassible, se contentant de répondre par l'affirmative ou la négative aux questions de procédure de la juge Amy Berman Jackson.

Son visage s'est toutefois allongé quand celle-ci a énuméré les propriétés qui allaient être

saisies dans le cadre de son accord de plaider-coupable, notamment une villa avec piscine, tennis et terrain de golf sur l'île de Long Island.

Connu pour ses goûts de luxe – il a un jour déboursé 15 000 dollars pour une veste en peau d'autruche et a fait tailler un bosquet en forme de M – Paul Manafort a perdu de sa superbe depuis qu'il est en prison. Il a été arrêté en juin, après avoir tenté de contacter des témoins.

Selon l'accord, il va rester détenu jusqu'à ce que la juge Jackson fixe sa peine, qui pourrait aller jusqu'à 10 ans de prison.

En attendant, dans quelle mesure va-t-il aider les enquêteurs?

«S'il coopère pleinement, il pourrait fournir des informations importantes», a relevé le représentant démocrate Adam Schiff, membre de la commission du Renseignement, en saluant une «victoire importante» pour le procureur Mueller.

«Il était impliqué ou avait connaissance des principaux développements dans la campagne de Trump, notamment la rencontre à la Trump Tower lors de laquelle l'équipe pensait recevoir des informations compromettantes sur Hillary Clinton», a-t-il rappelé.

Cette réunion entre plusieurs membres de l'équipe de campagne, dont le fils aîné de Donald Trump et son gendre Jared Kushner, avec une avocate russe est au cœur de l'enquête de Robert Mueller.

Celui-ci a lancé à ce stade des poursuites à l'encontre d'une trentaine d'individus, dont une majorité de Russes. Paul Manafort était jusque-là le seul Américain à refuser de plaider coupable. Certains commentateurs en avaient conclu qu'il espérait une grâce présidentielle. **R. C.**



## Points chauds

Ambitions

Par Fouzia Mahmoudi

**A**près sa défaite surprise lors des élections primaires à l'élection présidentielle d'avril 2017, beaucoup se demandaient à quoi ressemblerait l'avenir politique d'Alain Juppé. Celui qui fut accusé au début des années 90 de flirter avec les idées du Front national incarne depuis une décennie désormais la ligne la plus modérée de la droite. C'est d'ailleurs en se basant sur ce fait que ses adversaires aux élections primaires ont réussi à le discréditer aux yeux des électeurs, lui reprochant son programme trop centriste voire trop «macroniste». Aujourd'hui, le maire de Bordeaux, toujours aussi populaire dans sa ville, et qui a depuis quelques années eu maille à partir avec la frange la plus droitiste de sa famille politique, incarnée par Laurent Wauquiez entre autres, qui est désormais à la tête de Les Républicains, confirme lors d'une conférence de presse sa prise de distance avec LR. «Je ne m'estime plus membre de cette famille», a lâché Alain Juppé, pour la première fois aussi nettement, «en raison de désaccord de fond». Puis, l'ancien Premier ministre et ministre des Affaires étrangères s'est engagé dans un vibrant plaidoyer pro-européen. «Nous vivons dans un monde dangereux ; nous savons à quoi mène le concert des nations», a souligné Alain Juppé pointant, notamment, les manœuvres des 300 000 soldats chinois et russes, ou encore le défi démographique. «On ne va pas construire un mur sur la Méditerranée !» Avant de lancer, avec des accents de meeting électoral : «Nous allons nous battre avec une grande énergie contre ceux qui veulent démolir l'Europe. Trump veut démolir l'Europe. Poutine veut démolir l'Europe. Nous allons nous battre pour redonner un nouvel élan à l'Europe, prendre à bras le corps la question de l'immigration, progresser dans la défense européenne. Je crains qu'aux élections européennes nous n'ayons pas de débat de fond sur l'Europe.» La question est désormais de savoir si l'ancien Premier ministre fort de sa popularité, s'investira à la tête d'une liste aux prochaines élections comme cela est pressenti. «Certains veulent peser au sein de La République en marche, et d'autres au sein de LR», analyse Alain Juppé, ajoutant à l'adresse de ceux-là un malicieux : «Je leur souhaite bien du plaisir». Puis il lance : «Certains souhaitent une liste entre Wauquiez et Macron, mais il y a un problème de leadership...» Un ange passe. «Je me prononcerai en fonction du projet.» Reste à savoir si Juppé dans le cas d'une candidature réussira à enthousiasmer un électoral suffisant pour peser comme il le souhaite sur la vie politique européenne ou si ces ambitions resteront, une fois encore, lettre morte. **F. M.**

## Cisjordanie

### Maintien en détention d'un juriste français après une manifestation

**U**n professeur français de droit arrêté par les forces d'occupation israéliennes lors d'une manifestation contre la démolition d'un village bédouin en Cisjordanie occupée pourrait être maintenu en détention jusqu'à lundi, a indiqué samedi son avocat.

Après des années de bataille judiciaire, la Cour suprême d'occupation israélienne a donné la semaine dernière son feu vert à la démolition de Khan al-Ahmar, village de tôle et de toile où vivent environ 200 bédouins à l'est d'El Qods, près de colonies israéliennes en Cisjordanie occupée. Frank Romano a été

arrêté vendredi en marge d'échauffourées ayant eu lieu dans ce village entre quelques dizaines de militants pro-palestiniens et des garde-frontières israéliens. Frank Romano est accusé d'entraves à l'action de policiers et de soldats israéliens, si bien que le délai maximum pour qu'il soit présenté devant un juge est de 96 heures. Selon B'Tselem, une ONG israélienne opposée à l'occupation israélienne dans les Territoires palestiniens, Frank Romano a entamé une grève de la faim dans le centre de détention d'El Qods où il est détenu et continuera «jusqu'à l'abandon» de la décision

de raser le village bédouin. Son avocat n'a pas été en mesure de confirmer cette information. Des gouvernements européens, l'ONU et des ONG ont fait pression contre la démolition de Khan al-Ahmar en arguant que cela permettrait d'étendre les colonies israéliennes et de couper en deux la Cisjordanie. Israël occupe depuis près de 50 ans la Cisjordanie où plusieurs communautés de sont installées à l'est d'El Qods, dans un secteur où l'Etat hébreu projette d'implanter davantage de colonies, selon des ONG de défense des droits de l'Homme.





## Musique

# Le groupe «Ifrikyia Spirit» ouvre le programme d'automne de l'Opéra d'Alger

■ Un concert alliant jazz, rock, reggae au diwan et aux musiques sahéliennes a été animé vendredi soir par le groupe «Ifrikyia Spirit», à la faveur de l'ouverture du programme de l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih pour le dernier trimestre de l'année.

Par Adéla S.

M ené par l'homme-orchestre Chakib Bouzidi, qui passe avec aisance du gombri à la kora en passant par le n'goni et la tama, le groupe avait invité sur scène Mâallem Fayçal Soudani pour ouvrir le bal avec des morceaux de diwan traditionnel.

Devant un public nombreux, le groupe a repris l'essentiel des titres de son album éponyme sorti en 2015 où on retrouve une grande ouverture rythmique, mélodique et instrumentale sur les musiques du Sahel, notamment du Mali et du Burkina Faso et qui s'exprime particulièrement dans les titres «Selmani» et «Moussawayo», des compositions propres comportant, en

plus d'une influence sahélienne, des rythmes de bossa nova et de jazz. Si ces titres sont déjà très connus du public, le groupe a revisité ses propres compositions en donnant des touches de musiques universelles plus appuyées à la guitare et à la basse ainsi qu'à la batterie assurée par Hassen Khoualef qui a rejoint le groupe pour ce concert.

L'introduction du n'goni, instrument à cordes au son aigu, équilibrant le son de basse du gombri, confère au style de Ifrikyia Spirit des sonorités africaines qui servent des textes inspirés du diwan et non plus puisés dans le répertoire mystique comme il est de coutume chez les groupes diwan.

Le groupe a également fait preuve d'un grand travail sur le

jeu de scène et l'interaction avec le public, en plus d'avoir interprété quelques nouvelles compositions instrumentales.

L'Opéra d'Alger qui fait sa rentrée prévoit une série d'homages à de grands noms de la musique algérienne, à l'instar de Mokdad Zerrouk, Ahmed Wahbi, ou encore Sid Ahmed Serri, en plus de deux concerts du grand musicien et producteur Safy Boutella qui sera accompagné des musiciens de l'Orchestre de l'Opéra.

Le 10<sup>e</sup> Festival international de musique symphonique et le 14<sup>e</sup> Festival international de la musique andalouse et des musiques anciennes se tiendront également dans cet édifice qui célèbre cette année son deuxième anniversaire.

A. S./APS



## Sig (Mascara)

### Rachid Taha accompagné à sa dernière demeure



La cérémonie d'inhumation du défunt musicien Rachid Taha s'est déroulée vendredi après la prière d'El Dohr au cimetière de sa ville natale Sig, dans une ambiance empreinte de tristesse et d'affliction. Ses proches, ses amis et ses nombreux collègues artistes, présents sur place, ont mis en exergue les qualités intrinsèques et la simplicité du défunt.

Son père, Ali Cherif Taha, paraissait le plus touché par cette disparition. Il a souligné à l'APS que son défunt fils «restera la fierté de la famille, non seulement pour son apport indiscutable à la musique algérienne et internationale, mais également pour son attachement à ses proches, à ses amis et sa ville natale, Sig, où il a vu le jour en 1958 et qu'il n'a quittée pour la

France qu'en 1971». «Mon défunt fils était fortement attaché à son algérianité. Il a tenu à garder sa nationalité algérienne, rejetant toutes les propositions de naturalisation qui lui ont été faites notamment de la France, où il a vécu 47 ans durant. Il était toujours proche des siens et de ses amis d'enfance avec lesquels il est resté constamment en contact», a-t-il ajouté. A son tour et malgré sa peine, le fils unique de son appartenance à l'Algérie et il a œuvré, toute sa vie, à donner une dimension universelle au patrimoine ancestral de ses parents», a-t-il confié.

Le directeur général de l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins, Sami Bencheikh El Hocine, a estimé, pour sa part, que la disparition de Rachid Taha est une «très grande perte pour l'art et la culture algérienne». «Il faisait partie des artistes qui ont exporté la culture algérienne et lui a donné sans conteste une dimension

universelle. Même dans son exil, il a respecté ses origines algériennes. Il a n'a jamais marchandé son statut d'artiste mondial connu et resté viscéralement attaché à ses origines. J'ai toujours eu un profond respect pour lui», a-t-il dit. Bencheikh El Hocine a accompagné une délégation d'artistes algériens, venus d'Alger, pour rendre hommage au défunt et assister à son inhumation. «Ce geste est la preuve de toute l'estime que nous portons au défunt», a-t-il ajouté. Cheb Kadirou a reconnu que Rachid Taha était toujours serviable et proche des jeunes artistes. «Je ne l'ai rencontré qu'une seule fois, mais c'était comme si je le connaissais depuis des années. J'ai été frappé par sa simplicité et sa disponibilité et je garde un souvenir impérissable de cette rencontre», a précisé Cheb Kadirou, estimant que «l'Algérie a perdu un des meilleurs représentants de sa culture et de son art musical». Une grande foule a accompagné Rachid Taha à sa dernière demeure au cimetière Khezuf, à

la sortie de la ville de Sig. Le wali de Mascara, des responsables locaux, des figures du monde des arts et de la culture ainsi que le Consul de France à Oran ont pris part à la cérémonie.

Rachid Taha est décédé, dans la nuit de mardi dernier en France, suite à une crise cardiaque. Sa dépouille est arrivée dans la soirée de jeudi à l'aéroport international «Ahmed-Ben-Bella» avant d'être acheminée à Sig, sa ville natale.

Anis G.

### AGEND'ART

**Espace d'exposition de l'Agence communale des manifestations culturelles et artistiques d'Oran**

**Jusqu'au 25 septembre :**

Exposition de peinture de l'artiste Chérif Belzina.

**Centre Culturel Mustapha-Kateb (5, rue Didouche-Mourad, Alger-Centre)**

**Jusqu'au 27 septembre :**

Exposition de peinture de l'artiste peintre Bachir Toudji.

**Galerie d'Arts Asselah (39, rue Asselah-Hocine, Alger-Centre)**

**Jusqu'au 27 septembre :**

Exposition collective de peinture.

**Palais des raïs d'Alger (Basse-Casbah, Alger)**

**Jusqu'au 20 septembre :**

Exposition de photos de la photographe Amel Dekar, intitulée «Fameuse, femme artiste» (Hasna Becharia, Souad Asli, Lila Borsali...)

**Al Marhoon Gallery (Cité 574 logements Saïd-Hamdine, Alger)**

**jusqu'au 27 octobre :**

Exposition «The Gold Sellers» séries 2018, de Sabrina Belouaâr.

## En plus des représentations

### Le théâtre d'Alger-Centre se transforme en école de formation

S uite à un programme de formation professionnelle artistique organisé par le théâtre d'Alger-Centre (ex-Casino), des ateliers dans diverses filières du domaine théâtral sont ouverts à l'intention des amoureux du quatrième art habitant à Alger ou hors wilaya, formation qui va durer jusqu'à la fin de l'année 2018. Il est à savoir que le premier atelier, consacré à l'interprétation théâtrale et animé par

Frimahdi, s'est étalé du 29 juillet au 2 août, alors que le second atelier consacré à l'écriture de texte théâtral, animé par Ismail Soufit, s'est déroulé du 2 au 6 du mois courant. A titre d'information, deux ateliers sont encore disponibles pour les passionnés de l'art théâtral, que ce soit hommes ou femmes, autour de la musique, encadré par Salsabil Baghdadi du 4 au 8 novembre prochain, ainsi que l'atelier de la

mise en scène animé par Youcef Taouint du 2 au 6 décembre. Il suffit que les intéressés se rapprochent du théâtre d'Alger-Centre (ex-Casino), sis 09 rue Larbi Ben Mhidi, pour s'inscrire, moyennant une contribution financière symbolique de 1 500 DA pour chaque atelier, en notant que le dernier délai pour l'atelier de musique est le 1<sup>er</sup> novembre et le 29 novembre pour l'atelier de la mise en scène.

Cette initiative est une très bonne attention mise en évidence par la commune d'Alger afin de contribuer au développement du secteur théâtral en se basant sur la formation académique par des encadreurs professionnels actifs sur le terrain du théâtre algérien, ce qui permettra de former de bons éléments qui pourront porter le flambeau de cet art à l'avenir.

Faten Guessar



Ligue 2 Mobilis (6<sup>e</sup> journée)

**L'ASO prend la tête à nouveau**

L'ASO CHLEF a pris seule les commandes de la Ligue 2 Mobilis de football en battant le NC Magra (1-0, mi-temps 0-0) vendredi, pour le compte de la sixième journée, marquée par cinq nuls vierges et amputée de la moitié de l'ancien co-leader, le WA Tlemcen, qui devait recevoir l'ES mostaganem hier, en clôture de cette journée. Les Chéliéfiens ont souffert jusqu'à la l'ultime minute du temps réglementaire, avant d'obtenir un penalty ayant permis à Fawzi Benhamla d'inscrire l'unique but de cette rencontre et de propulser ainsi son équipe à la première place du classement général, qu'elle occupe seule avec 14 points, en attendant bien sûr le match du WA Tlemcen, qui en cas de victoire contre l'ES Mostaganem redeviendra co-leader. Le seul autre stade où ont été marqués des buts ce vendredi, est celui de Biskra, où l'USB locale a assommé l'USM Blida (4-1), grâce notamment à Messaâdia, qui avait ouvert le score sur penalty à la 24<sup>e</sup>, avant que Kabari, Dakhia et Benachour n'aggravent la marque, respectivement aux (58'), (63') et (73'). Pourtant, les choses avaient relativement bien commencé pour les Blidéens, qui avaient réussi à égaliser (1-1) grâce à Hadef (27'), donnant l'impression d'être bien revenus dans ce

match et qu'ils allaient peut-être repartir avec un bon résultat. Mais cet espoir a été de courte durée, puisque l'USB a réussi à ajouter trois autres buts en deuxième mi-temps et grâce auxquels elle rejoint provisoirement le WA Tlemcen à la deuxième place du classement général avec 11 unités. De son côté, l'USMB reste scotchée à la 14<sup>e</sup> place, qu'elle partage ex aequo avec le RC Kouba, avec quatre points pour chaque club. Le RCK avait concédé un peu plus tôt dans l'après-midi un nul vierge à domicile face au MC Saïda, comme ce fut le cas également entre l'Amel Boussaâda et la JSM Béjaïa, l'ASM Oran et l'USM El Harrach, l'USM Annaba et JSM Skikda, ainsi que le RC Relizane et le MC El Eulma, tous soldés par le score de zéro partout. Des résultats qui arrangent beaucoup plus les affaires des clubs visiteurs, particulièrement la JSM Skikda, le MC El Eulma et surtout, celles de la lanterne rouge, l'USM El Harrach, pour qui ce bon résultat à l'extérieur est très prometteur. Cette sixième journée s'est clôturée hier, avec le déroulement du match WA Tlemcen - ES Mostaganem et dont le résultat, quel qu'il soit, pourrait générer un certain changement dans le haut du tableau.

**Résultats et classement :**

RC Kouba - MC Saïda	0-0
Amel Boussaâda - JSM Béjaïa	0-0
ASM Oran - USM El Harrach	0-0
USM Annaba - JSM Skikda	0-0
RC Relizane - MC El Eulma	0-0
US Biskra - USM Blida	4-1
ASO Chlef - NC Magra	1-0

	Pts	J
1). ASO Chlef	14	6
2). WA Tlemcen	11	5
-). US Biskra	11	6
4). ES Mostaganem	10	5
5). Amel Boussaâda	9	6
-). MC El Eulma	9	6
7). USM Annaba	8	6
-). RC Relizane	8	6
9). MC Saïda	7	6
-). ASM Oran	7	6
11). JSM Béjaïa	6	6
12). NC Magra	5	6
-). JSM Skikda	5	6
14). USM Blida	4	6
-). RC Kouba	4	6
16). USM El Harrach	2	6

Ligue 1 Mobilis (6<sup>e</sup> journée)

**L'ASAM et le CSC font match nul**

L'AS AÏN M'LILA s'est neutralisée avec le CS Constantine (0-0) en match avancé de la 6<sup>e</sup> journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, disputé vendredi au stade du 1<sup>er</sup>-Novembre (Batna). Un score qui cependant ne reflète pas la vraie physionomie de ce derby de l'Est, car marqué par un jeu ouvert et plusieurs occasions nettes de scorer, d'un côté comme de l'autre. L'ASAM a en effet buté sur la barre transversale, au moment où le champion d'Algérie en titre, le CSC, s'est vu refuser un but en deuxième mi-temps pour une position de hors jeu. Un résultat qui permet à l'ASAM et au CSC de rejoindre provisoirement l'USM Alger et la

JS Kabylie à la deuxième place du classement général, avec neuf points pour chaque club.

**LE NOUVEL** entraîneur du DRB Tadjenanet (Ligue 1 Mobilis de football), Kamel Bouhella, a annoncé qu'il prendra ses fonctions samedi, avec l'objectif de maintenir le club parmi l'élite. «J'ai rapidement trouvé un terrain d'entente avec la direction du DRBT, avec laquelle je me suis engagé jusqu'à la fin de la saison en cours et avec l'objectif de maintenir le club en Ligue 1 Mobilis», a détaillé l'ancien coach du Paradou AC. Bouhella (52 ans) qui a dirigé d'autres formations algériennes telles que l'USM Blida, le RC Kouba, la JS Kabylie et le MC El

Coupe de la CAF/Masry Port Saïd-USMA

**Les Rouge et Noir pour prendre option**

■ L'USM Alger souhaite prendre option lors de cette phase aller des quarts de finale de la Coupe de la Confédération africaine face à la formation égyptienne du Masry Port Saïd qui se déroule en Egypte.

Par Mahfoud M.

Qualifiée première du groupe, la formation de Soustara a un avantage intéressant qu'elle devra exploiter, surtout en affrontant une formation qui n'est pas un foudre de guerre et ayant l'avantage de jouer la manche retour chez elle à Alger. Les Rouge et Noir tenteront de faire leur possible pour revenir avec le meilleur résultat possible de ce déplacement. Le coach Frogger devrait pouvoir compter sur ses cadres habituels, notamment Meftah et Koudri qui remplacera Benkhemassa absent. Le driver des Usmistes pourra compter sur Meziane qui devrait jouer comme ailier alors que le Malien Ibara sera l'attaquant de pointe sur lequel comptera le coach en chef de l'USMA. La mission des Usmistes ne sera pas de tout repos face aux Egyptiens qui bénéficieront du soutien de leur public qui se déplacera en force lors de ce match. Les Algérois savent ce qui les attend, eux qui ont pris l'habitude des matchs à grande pression. Le plus important pour les gars de Soustara et de tenir et de se lancer dans des



Les Usmistes décidés à réaliser un résultat probant

contre-attaques pour tenter de les piéger, même si ce ne sera pas évident. Le coach de l'USMA a sa petite idée sur la manière dont il procédera pour contrer cette équipe égyptienne qui a l'habitude de ce genre de compétition. Le défenseur usmiste Hamza Koudri pense que son équipe est prête pour ce rendez-vous face à cette formation de Port Saïd, affirmant qu'elle se

donnera à fond pour ramener un résultat positif. «Nous sommes concentrés et nous nous donnerons à fond pour tenter de réaliser un résultat probant», avouera Koudri qui estime que son équipe se doit de prendre en compte la spécificité de cette rencontre et ne pas se dire qu'il faut attendre la manche retour pour se qualifier.

M. M.

Ligue des champions/Quart de finale aller

**L'ESS bat le WAC**

LES SÉTIF a battu vendredi soir au stade du 8-Mai-1945 les Marocains du Wydad Casablanca par 1 but à 0 (score acquis à la mi-temps), en 1/4 de finale aller de la Ligue des champions africains de football. Un petit succès certes, mais ô combien important pour les Sétifiens qui devront se rendre au Maroc pour un match retour qui s'annonce très difficile face à un redoutable adversaire. Dans un stade du 8-Mai-45 à guichets fermés, les deux équipes n'ont pas mis beaucoup de temps à rentrer dans leur match, se donnant la réplique dès les premières minutes de la partie. L'emprise sétifienne sur le jeu se matérialise dès la 4<sup>e</sup> par Bouguermouna

qui pêche dans la finition avant que l'attaquant marocain Smail El Hadad ne lui réponde 4 minutes plus tard après un long slalom dans la défense de l'Entente. Les poulains de l'entraîneur Taoussi finiront par trouver la faille par l'entremise de l'ivoirien Dimoandé 16' bien servi par Akram Djahnit. Le Wydad de Casablanca aurait même pu se faire surprendre dans la foulée par Ferhani. L'Entente a par la suite laissé la possession du ballon à son adversaire, préférant clairement jouer en contre-attaque. Menés par un Djabou des grands soirs, les Noir et Blanc auraient pu aggraver la marque à plusieurs reprises si Bouguermouna (54') et Djahnit

s'étaient montrés moins maladroits face à l'excellent gardien El Kharoubi. Malgré quelques frayeurs en fin de match, L'ESS parviendra à préserver ce maigre avantage en sachant contenir tous les assauts du champion d'Afrique en titre sans jamais vaciller. Au match retour, prévu dans une semaine, une intense bataille attend Boulif et ses camarades qui devront réitérer la même prestation défensive du match aller et pourquoi pas inscrire ce petit but à l'extérieur qui leur permettrait d'accéder au dernier carré de la plus prestigieuse des compétitions africaines, quatre ans après l'épopée inoubliable de 2014.

DRB Tadjenanet

**Kamel Bouhella aux commandes**

Eulma, a succédé au Tunisien Hamadi Daou (50 ans) qui a été démis de ses fonctions dernièrement pour «insuffisance de résultats». En effet, le DRBT n'avait remporté aucune victoire sous les commandes du Tunisien, d'où cette décision de procéder à un changement au niveau de la barre technique, avec l'espoir de «provoquer un déclic» chez les joueurs. «Le DRBT possède un bon groupe, comportant à la fois des éléments expérimentés et des jeunes qui veulent émerger. Mon rôle consiste à trouver le bon amalgame pour en faire une équipe compétitive,

qui réussira à atteindre les objectifs du club», a ajouté Bouhella, se disant «optimiste» quant à sa capacité à assurer le maintien. Le DRBT occupe actuellement la 13<sup>e</sup> place au classement général de la Ligue 1 Mobilis, qu'il partage ex aequo avec le CA Bordj Bou Arréridj et l'USM Bel-Abbès, avec trois points chacun. Il a signé sa seule victoire mardi dernier contre le CA Bordj Bou Arréridj (3-1). Son prochain match en Championnat l'opposera à l'ES Sétif, à laquelle il rendra visite le 17 septembre courant, pour le compte de la sixième journée.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

La musique algérienne de nouveau en deuil

## Le chanteur Djamel Allam est décédé



**LE CHANTEUR** Djamel Allam est décédé hier après-midi dans un hôpital à Paris suite à une longue maladie, a-t-on appris auprès de ses proches. Né le 26 juillet 1947 à Béjaïa, Djamel Allam apprend la musique au conservatoire de musique local sous l'œil de cheikh Sadek El Béjaoui, puis part en 1970 pour Paris. En 1972, il apparaît en première partie du spectacle de Brigitte Fontaine et Areski à Alger. En 1974, il travaille à la radio France Inter avec Claude Villers qui le recommande aux disques Escargots (éditeur de François Béranger et Gilles Vigneault notamment). Son premier album «Argu» (Rêve), produit en 1974 par Gilles Bleiveis, remporte un très grand succès auprès du public et des médias.

Entre 1978 et 1985, il sort 3 albums : «Les rêves du vent» (78), «Si Slimane» (81) et «Salimo» (85), il écrit des musiques de films et de documentaires, dont «La goutte d'or» de Daniel Duval, diffusé sur TF1. Il est aussi comédien pour le cinéma («Fort Saganne»). Il acquiert sa notoriété avec «Argu» (Rêve) puis «M'ara d-yughal» (Quand il reviendra). Il enchaîne album sur album, compose la musique de quelques films (Prends dix mille balles et casse-toi, La plage des enfants perdus...). Il se produit régulièrement à la fête de l'Humanité. Ces derniers mois, il s'est retiré de la chanson pour combattre la maladie qui a fini par l'emporter.

Racim C.

## Condoléances

**PROFONDÉMENT** attristé par la mort de son ami Djamel Allam, Nadjib Stambouli, directeur de publication du Jour d'Algérie, présente à son frère Chérif, son fils Salim ainsi qu'à toute sa famille et à l'ensemble du corps artistique algérien, ses sincères condoléances. Paix à son âme.

## Nouvelle prestation d'Algérie Poste

### Virement électronique des fonds d'un compte courant postal à un autre

**ALGÉRIE POSTE** a procédé jeudi dernier au lancement d'un nouveau service financier postal, relatif au virement électronique des fonds d'un compte courant postal à un autre compte courant postal au niveau des bureaux de poste.

A ce titre, cette nouvelle prestation financière mise en service à l'occasion de la visite de travail effectuée par Houada Iman Faraoun, ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, dans la wilaya de Biskra, précise le communiqué d'Algérie Telecom parvenu à notre rédaction, consiste en l'opération de transfert au niveau d'un guichet du réseau postal sur tout le territoire national, de manière électronique et instantanée, d'un montant, fixé par un seuil journalier, d'un compte courant postal

«CCP» vers un autre compte courant postal sans avoir besoin d'utiliser l'espèce ou le cash pour concrétiser le virement.

Ainsi, poursuivra la même source, «pour bénéficier de cette prestation qui est, également, disponible à partir de l'application mobile «Baridi Mob», et prochainement au niveau des Guichets Automatiques des Billets (GAB) et au niveau des services financiers en ligne d'Algérie Poste; le client, qui se rend dans n'importe quel bureau de poste, doit être titulaire d'une carte monétique d'Algérie Poste (Carte Eddahabia) et devra remplir un formulaire mis à sa disposition au niveau des bureaux de poste. Le virement s'effectue en temps réel et le client se fait délivrer un reçu de confirmation de l'opération». En outre, indiquant que cette pres-



Loumis

Djalou@hotmail.com

## Communauté

### Lancement à Paris du cercle Saint-Augustin pour la diaspora algérienne de France

■ Un cercle de réflexion thématique pour la diaspora algérienne a été lancé samedi à Paris qui se veut un cadre d'échange de vues et d'engagement des membres de la communauté algérienne établie en France vis-à-vis de leur pays.

Par Yanis G.

Inauguré au siège de l'ambassade d'Algérie en France, le Cercle Saint-Augustin a entamé sa première rencontre thématique avec le monde universitaire et scientifique, à laquelle a participé plus d'une cinquantaine d'enseignants, chercheurs, responsables de laboratoires scientifiques et un collectif d'étudiants algériens, en présence du

professeur et ancien ministre de l'Éducation nationale, Ahmed Djebbar et de l'astrophysicien de renommée mondiale Tahar A m a r i . L' a m b a s s a d e u r Abdelkader Mesdoua a d'emblée expliqué les objectifs de ce cercle de réflexion qui va connaître prochainement des rencontres similaires avec des thématiques différentes, précisant que le choix de Saint-Augustin dans la nomination du cercle obéit aux messages délivrés par ce philosophe et théologien algérien de paix, de tolérance et de vivre ensemble. «C'est un cercle qui n'a aucun tuteur, il appartient aux membres de la diaspora. C'est un cadre de réflexion, de réseautage, d'engagement qui devra permettre d'établir des passerelles avec l'Algérie qui a besoin de vous», a déclaré

l'ambassadeur. Indiquant que ce cercle ne doit pas adopter une structure rigoureuse ou administrative, l'ambassadeur a expliqué qu'il est appelé à être élargi à d'autres universitaires, appelant l'assistance à «rester en connexion» avec les 18 postes consulaires que compte l'Algérie en France et l'ambassade. Abdelkader Mesdoua a déploré cependant le manque d'organisation de la communauté algérienne établie en France, appelant ses membres à «mettre de côté les ego». Au cours d'un débat, qui a duré environ trois heures, les participants ont totalement adhéré à cette initiative exprimant leur disponibilité à contri-

buer de façon «effective» et «efficace» à toute réflexion donnant lieu à des actions en faveur du développement de l'Algérie, notamment dans le domaine de la recherche scientifique. Ils ont estimé que la mise sur pied de ce cercle est une «rupture» dans le sens où il permet l'implication des universitaires, chercheurs et scientifiques, ayant acquis une grande expérience dans le pays hôte, dans des projets en direction de l'Algérie. Ce cadre de réflexion et d'échange, ont-ils estimé, permettra également de débattre des problèmes de la diaspora algérienne, capitaliser leur expérience et servir de courroie de transmission pour des actions en Algérie. Ils étaient unanimes, et c'est également l'avis de l'ambassadeur, à vouloir assurer la pérennité de cette entité pour permettre la création de la richesse par la recherche. Ils ont souhaité, par ailleurs, l'accompagnement de leurs recherches, études et réflexion par les autorités algériennes, question sur laquelle l'ambassadeur les a rassurés. A la fin de la rencontre, une bibliothèque, riche de quelque 2 000 ouvrages et périodiques, a été inaugurée au siège de l'ambassade d'Algérie en France en présence des participants à cette rencontre. L'ambassadeur a saisi l'occasion de leur demander d'enrichir cette bibliothèque, qui sera ouverte aux étudiants algériens, par leurs études et ouvrages.

Lynda N./communiqué

Y. G./APS